

# AUDIT ÉNERGÉTIQUE RÉGLEMENTAIRE

## COMPARATIF ANCIEN ET NOUVEAU TEXTE

### Modifications réglementaires



#### Qui est concerné ?

- Grandes entreprises >250 salariés  
OU
- Chiffre d'affaires >50M€ et bilan >43M€

#### Exonération via SMÉ

Oui, si SMÉ certifié ISO 50001

#### Audit énergétique

Audit tous les 4 ans, conforme à la norme NF EN 16247

à partir du 01/10/2025

#### Qui est concerné ?

- Toute personne morale immatriculée au RCS ou relevant de l'article L. 612-1 du Code de commerce
- ≥ 2,75 GWh/an** de consommation finale d'énergie et absence de SMÉ

#### Exonération via SMÉ

Oui, si SME certifié ISO 50001

#### Audit énergétique

Audit tous les 4 ans si pas de SMÉ ; même exigence de reconnaissance des auditeurs

### Obligations réglementaires

#### Obligation de mettre en place un SMÉ

Non obligatoire – seulement une alternative à l'audit

#### Nouveauté : Plan d'action

- ✗ Pas mentionné directement dans la loi (éventuellement dans les arrêtés)

#### Publication / Transparence

- ✗ Pas obligatoire

#### Justification économique

- ✗ Non spécifiée

#### Transmission à l'administration

Transmission des audits à l'autorité administrative sous forme synthétique

#### Déclaration de consommation

- ✗ Pas prévue dans cet article

#### Obligation de mettre en place un SMÉ

Oui, si consommations supérieures à **23,6 GWh/an**

#### Nouveauté : Plan d'action

- ✓ **Obligation d'un plan d'action** sur la base de l'audit ou du SMÉ

#### Publication / Transparence

- ✓ Plan d'action publié dans le **rapport annuel et mis à disposition du public**

#### Justification économique

- ✓ Obligation de justifier les mesures non mises en œuvre dont le **temps de retour sur investissement < 5 ans**

#### Transmission à l'administration

Données à transmettre **dans les 2 mois** après audit ou certification SMÉ ; cadre clair de protection des données

#### Déclaration de consommation

- ✓ Obligation de déclarer la consommation **si ≥ 2,75 GWh/an** (article L233-2)

